

CCFD-Terre Solidaire, le 10 mars 2011

Animation rurale de Korhogo (ARK) :

Au Nord, l'ARK travaille dans les zones de Korhogo, Odienné, Mankono et Ferké à la professionnalisation de l'agriculture et dans le domaine de la santé. L'équipe de l'ARK se dit principalement préoccupée par la situation des paysans qui ont du mal à écouler leur production agricole en raison de l'absence de liquidité consécutive à la fermeture des banques d'une part et en raison du blocage des axes routiers, d'autre part. Ce blocage empêche, en effet, l'acheminement du riz, du maïs vers le sud (vers Abidjan en particulier). Les paysans vendent à perte et risquent de se trouver pour les prochaines campagnes en rupture de semences. C'est une « bombe à retardement » selon le directeur de l'ARK. L'équipe s'inquiète aussi de la pénurie de médicaments à venir, de la difficulté croissante d'accéder aux soins ; elle déplore les coupures d'électricité dont la zone a eu à souffrir ou encore le fait que les écoles publiques de la zone sont fermées depuis le mois de décembre et que beaucoup d'enfants se retrouvent dans la rue. L'association continue de mener ses activités tant bien que mal malgré les difficultés provoquées par le manque de fonds (du à la fermeture des banques). Elle travaille en priorité sur les programmes de nutrition. Elle n'a pas eu à souffrir jusqu'à aujourd'hui de problèmes sécuritaires.

Association de Soutien à l'autopromotion sanitaire et urbaine (ASAPSU) :

A l'Ouest, ASAPSU qui intervient principalement dans le domaine de la santé, mène actuellement un programme d'urgence de soutien aux personnes déplacées. En raison des combats entre forces rebelles et forces loyales (FDS : les Forces de défense et de sécurité) qui ont sévi dans la zone, environ 70 000 personnes ont fui vers le Libéria ou la Guinée ou vers d'autres zones plus sécurisées du pays. L'ASAPSU fournit, en articulation avec l'UNICEF et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, une aide à ces dernières, une réponse à leurs besoins de base mais aussi une écoute psycho-sociale. L'équipe de l'ASAPSU se dit très préoccupée des tensions intercommunautaires que les conflits politiques au plus haut niveau ont ravivées dans les villages. Elle désespère que le travail de long terme, de cohésion sociale et de prévention des conflits qu'elle mène depuis 2002 puisse être si vite compromis par les manipulations politico-ethniques auxquelles s'adonnent certains responsables politiques.

ONG PAIPS (Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle et Sociale) :

A Abidjan, l'Ong PAIPS appuie les associations de jeunes à formaliser leurs projets, à se structurer ; elle les forme au fonctionnement associatif, aux techniques de gestion administrative et financière. La situation sécuritaire ne permet plus aujourd'hui à PAIPS de travailler normalement. La circulation à Abidjan est très perturbée par les innombrables barrages sauvages édifiés dans les quartiers précaires où l'ONG intervient. Il est impossible ou dangereux de réunir les jeunes pour organiser les formations. La situation est extrêmement incertaine – « ce n'est ni la guerre ni la paix » dit le Directeur de Paips - et beaucoup de jeunes sont totalement mobilisés autour du débat politique, très démotivés ou très inquiets. Difficile dans un tel contexte de construire un projet associatif pour l'avenir. L'ONG PAIPS travaille aussi à Bouaké, à Béoumi et à Tiebissou et a décidé de réorienter ses activités pour répondre aux besoins d'urgence (nourriture, hébergement, santé) des populations avec lesquelles elle travaille habituellement dans ces zones. Sur le moyen terme,

PAIPS prévoit de reprendre le travail de sensibilisation à la paix et à la non violence qu'elle avait déjà mené lors de la crise de 2002.

Le CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix) :

A Abidjan, le CERAP est doté d'un institut de formation aux droits de l'homme et à la paix (*à mettre en lien avec l'interview du Père Maugeness*). Le Centre doit faire face à la suspension des financements institutionnels dont il bénéficiait (Union Européenne, Banque Mondiale). Les salariés ont accepté une diminution de leur salaire pour éviter le chômage et pour continuer à faire tourner la structure. L'équipe ne désespère pas, malgré les difficultés, de parvenir à poursuivre ses activités « de fond » : la recherche, les formations aux droits et à la paix, ... Un travail de long terme qui ne semble pas prioritaire dans ce contexte de crise mais qu'il ne faut pas abandonner pour pouvoir reconstruire et « vivre ensemble » après.

Association Ivoirienne pour le Progrès (AIP) :

Dans la zone de Bouaké, AIP travaille à la structuration du monde paysan. Il y a quelques jours encore, comme au Nord, l'organisation continuait de travailler presque normalement. Mais la situation se tend de jour en jour. L'organisation est en rupture de liquidités (toujours en raison de la fermeture des banques) et essaie de trouver une alternative en ouvrant un compte au Burkina. AIP est également l'organisation coordinatrice du RAPROJECI, réseau d'organisations de jeunes, qui a travaillé avec la CSCI sur l'observation des élections. Le RAPROJECI, contrairement à la CSCI, a pu très rapidement diffuser les conclusions de ce travail d'observation sans crainte excessive pour la sécurité de ses membres. Mais là encore la situation se durcit et l'impartialité de l'équipe lui vaut parfois d'être accusée de faire le jeu du camp Gbagbo.